

RAPPORT N° 2022/6-01
au bureau de la Communauté
en séance du vendredi 09 décembre 2022

OBJET

PLAN DE FINANCEMENT ET ACCEPTATION DES SUBVENTIONS ALLOUEES PAR L'OFFICE DE L'EAU POUR LA REALISATION DU SCHEMA DIRECTEUR D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE INTERCOMMUNAL

-Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 21 « S'engager vers une utilisation raisonnée de l'eau potable y compris le traitement de l'assainissement » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR –

Par Délibération N° 2022/3-04 du 30 juin 2022, vous m'avez autorisé à solliciter l'Office Français de la Biodiversité et l'Office de l'Eau de la Réunion pour le financement de la réalisation du schéma directeur d'alimentation en eau potable intercommunal.

Le plan de financement présenté était le suivant :

| PLAN DE FINANCEMENT | | |
|---|----------|--------------|
| SOURCES DE FINANCEMENTS | TAUX (%) | MONTANT (HT) |
| Office Français de la Biodiversité Solidarité interbassins | 50 % | 124 987,50 € |
| Office de l'Eau Programme pluriannuel d'aides 2022-2027 Actions 3.1 | 30 % | 74 992,50 € |
| Maître d'ouvrage : CINOR (Budget annexe eau potable) | 20 % | 49 995,00 € |
| TOTAL (HT) | | 249 975,00 € |

La CINOR a signé le 21 octobre 2022 une convention de financement avec l'Office Français de la Biodiversité octroyant une subvention de 124 987,50 € pour cette opération dans le cadre de la solidarité interbassins.

L'Office de l'Eau de la Réunion a également répondu favorablement à la sollicitation de la CINOR pour le financement de cette opération dans le cadre de son programme pluriannuel d'intervention 2022-2027.

Leur conseil d'administration réuni le 29 novembre a validé la demande de subvention de la manière suivante :

| Opération | Montant HT du projet | Montant des dépenses éligibles | Taux intervention sur les dépenses éligibles | Montant maximum de la subvention |
|---|-------------------------|--------------------------------------|---|--|
| Réalisation du schéma directeur d'alimentation en eau potable intercommunal | 249 975,00 € | 200 000,00 € | 37,50 % | 74 992,50 € |

L'Office de l'Eau de la Réunion a demandé à la CINOR de lui communiquer une délibération dans laquelle elle accepte la subvention allouée à cette opération et valide le plan de financement définitif.

Au vu de l'ensemble des éléments exposés, le plan de financement s'établit comme suit :

| PLAN DE FINANCEMENT | | |
|---|----------|--------------|
| SOURCES DE FINANCEMENTS | TAUX (%) | MONTANT (HT) |
| Office Français de la Biodiversité Solidarité interbassins | 50 % | 124 987,50 € |
| Office de l'Eau Programme pluriannuel d'aides 2022-2027 Actions 3.1 | 30 % | 74 992,50 € |
| Maître d'ouvrage : CINOR (Budget annexe eau potable) | 20 % | 49 995,00 € |
| TOTAL (HT) | | 249 975,00 € |

Par conséquent, je vous prie de bien vouloir :

- approuver le plan de financement précédent pour la réalisation du schéma directeur d'alimentation en eau potable intercommunal ;
- accepter la subvention attribuée par l'Office de l'Eau de la Réunion d'un montant de **74 992,50 €** sur la base du montage financier précédent ;
- approuver la participation financière de la CINOR prévue dans le plan de financement d'un montant de **49 995,00 € HT**, auquel s'ajoute le préfinancement de la T.V.A.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président
Maurice GIRONCEL



**DECISION N°2022/6-01
Du bureau de la Communauté
en séance du 09 décembre 2022**

**OBJET : PLAN DE FINANCEMENT ET ACCEPTATION DES SUBVENTIONS ALLOUEES PAR L'OFFICE DE L'EAU
POUR LA REALISATION DU SCHEMA DIRECTEUR D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE INTERCOMMUNAL**

-Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 21 « S'engager vers une utilisation raisonnée de l'eau potable y compris le traitement de l'assainissement » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR -

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (...) « l'article L.5211-10 autorise l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions au Bureau dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédent 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liées aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L. 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2022/6-01 du Président ;

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20221209-BC2022-6-01-DE
Date de télétransmission : 21/12/2022
Date de réception préfecture : 21/12/2022

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver le plan de financement suivant pour la réalisation du schéma directeur d'alimentation en eau potable intercommunal.

| PLAN DE FINANCEMENT | | |
|---|----------|--------------|
| SOURCES DE FINANCEMENTS | TAUX (%) | MONTANT (HT) |
| Office Français de la Biodiversité Solidarité interbassins | 50 % | 124 987,50 € |
| Office de l'Eau Programme pluriannuel d'aides 2022-2027 Actions 3.1 | 30 % | 74 992,50 € |
| Maître d'ouvrage : CINOR (Budget annexe eau potable) | 20 % | 49 995,00 € |
| TOTAL (HT) | | 249 975,00 € |

ARTICLE 2

D'accepter la subvention attribuée par l'Office de l'Eau de la Réunion d'un montant de 74 992,50 € sur la base du montage financier précédent.

ARTICLE 3

D'approuver la participation financière de la CINOR prévue dans le plan de financement d'un montant de 49 995,00 € HT, auquel s'ajoute le préfinancement de la T.V.A.

Nombre de votants : 13 (dont 1 procuration)
Suffrages exprimés : 13
Vote pour : 13
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

19 DEC 2022

Le Président,
Maurice GIRONCEL



Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20221209-BC2022-6-01-DE
Date de télétransmission : 21/12/2022
Date de réception préfecture : 21/12/2022